

*Les crédits*

**M. Althouse:** Monsieur le Président, la différence de revenu entre les agriculteurs américains et les agriculteurs canadiens s'explique fondamentalement par la différence qui existe au niveau du système de commercialisation.

Le marché américain est essentiellement un marché fermé en ce sens que les États-Unis prétendent vendre leurs produits au prix établi sur le marché libre alors qu'ils ont un important programme d'intervention prévoyant des versement d'appoint. Chaque année, les États-Unis établissent des prix cibles pour chacune des principales récoltes. Une fois la récolte vendue, la différence moyenne entre le prix cible et le prix marché est comblée par le Trésor américain.

Pour renforcer l'avantage concurrentiel qui était déjà le leur en 1985, les États-Unis ont mis en place un programme de promotion des exportations qui prévoit un versement en espèces pour chaque tonne de grains exportée. Le pays importateur peut recevoir soit du blé soit des espèces pour avoir acheté aux Américains.

Il fut un temps où l'on pouvait obtenir une tonne de grain américain—de qualité légèrement inférieure au blé canadien—à des prix comparables et recevoir en plus 80 \$ US par tonne. Un peu comme ce que font les constructeurs d'automobiles ces derniers temps, à ceci près que c'est fait dans un esprit plus interventionniste.

Résultat, ils ont essayé d'accroître leur part du marché mondial en ce qui concerne le blé et le maïs. Ils ont essentiellement échoué, ceci grâce à l'extrême compétence de la Commission canadienne du blé. Cependant, pour pouvoir être compétitifs, nous avons dû réduire nos prix d'un montant équivalent aux versements prévus en vertu du programme américain de promotion des exportations.

Nos agriculteurs se sont retrouvés ainsi avec environ 80 \$ US de moins par tonne de grain exporté. Or, ils ne jouissent d'aucune aide comparable à celle des agriculteurs américains. C'est une guerre tout à fait inégale. Malgré leur grave déficit budgétaire—je vous l'accorde—les États-Unis ont les moyens et ont décidé d'accorder la priorité au secteur agricole.

Le député m'a également demandé où le Canada allait trouver ce milliard de dollars? À court terme, en finançant le déficit par l'emprunt, comme les Américains. Il pourrait aussi je pense recueillir les fonds qui manquent, en réduisant par exemple les dépenses au chapitre de la défense. La guerre froide est terminée.

• (1030)

Nous pourrions percevoir certaines taxes existantes auxquelles s'intéresse depuis quelques années le vérificateur général qui a fait remarquer dans plusieurs rapports que la vérification des comptes des grosses sociétés serait nettement plus rentable que celle des particuliers. Pourtant, Revenu Canada s'entête à vérifier les comptes des particuliers au lieu de ceux des sociétés, ce malgré les fonds nettement plus importants que la vérification de la comptabilité des sociétés permettrait de recueillir.

**M. Rod Laporte (Moose Jaw—Lake Centre):** Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat en cette journée réservée à l'opposition. C'est le premier jour désigné accordé au Nouveau Parti démocratique au cours de cette nouvelle session, et nous avons décidé de le consacrer aux problèmes du monde agricole.

Notre parti s'est certes beaucoup préoccupé de ces questions et, en la personne du député de Mackenzie et d'autres députés de notre caucus, a travaillé très activement à imaginer des solutions à ces problèmes.

Nous avons une situation étrange au Canada: nous avons dépensé 15 ou 16 milliards de dollars depuis quelques années en paiements agricoles directs, et il existe en même temps un besoin de fonds de secours d'urgence.

Il est bien évident que les programmes existants ne répondent tout simplement pas aux besoins de l'agriculture aussi bien de l'Ouest que de l'ensemble du pays. En fait, le gouvernement a perdu contact avec les agriculteurs canadiens. Cela est devenu très clair la semaine dernière quand j'ai posé au premier ministre une question à propos des programmes agricoles et qu'il m'a répondu en disant que les agriculteurs de la Saskatchewan adoraient le Régime d'assurance du revenu brut. C'est ce qu'il a affirmé.

J'ignore d'où il tient cela, mais nous avons eu récemment un rassemblement à Saskatoon réunissant 13 000 agriculteurs qui ont fait savoir qu'ils n'aimaient pas le RARB. Ils n'en aimaient pas plus la version de 1991 que celle de 1992; ils n'aiment pas le RARB de la Saskatchewan, ni celui de l'Alberta, ni celui du Manitoba, bref, ils n'aiment pas le RARB. Je ne sais pas d'où le premier ministre tient son information, mais il a affirmé que les agriculteurs de la Saskatchewan adoraient le RARB. C'est faux.

Le premier ministre et le gouvernement fédéral actuel abandonnent le secteur agricole. Jusqu'à tout récemment, nous avons trois ministres de l'Agriculture au Canada. Nous en avons maintenant deux, dont l'un est aussi ministre de la Justice.